

Nous devons prendre parti.

La neutralité sert l'opresseur, jamais l'opprimé. Le silence favorise le bourreau, jamais la victime. Les sensibilités nationales s'effacent. Les hommes et des femmes en raison de leurs convictions politiques, ce là – le centre de l'univers.

Quand des vies humaines sont est bafouée, les frontières et Partout où l'on persécute des de leur race, leur religion ou lieu doit devenir – à ce moment-

ELIE WIESEL, LAURÉAT DU PRIX NOBEL

InterPares RAPPORT ANNUEL 2007 InterPares

prendre parti pour

En 2007, Inter Pares a demandé à ses partisans et partisans de partager leurs sources d'espoir et d'inspiration. Une personne a écrit : « Je ne suis plus aussi active qu'avant, mais je me dis qu'au moins, j'ai fait ma part quand j'ai pu, et je continue de soutenir de tout cœur la lutte pour la paix. » Une autre : « Quand j'écoute les nouvelles... ça me fend le cœur. À 83 ans, je ne suis plus sûr de rien, mais tant qu'il y a des organismes comme le vôtre, je garde espoir. »

Ces commentaires sont éloquentes, ils prouvent que bien des gens croient que le Canada, et la population canadienne, doivent soutenir activement la lutte pour la paix et la justice dans le monde. Ils sont aussi encourageants, parce qu'il est parfois plus facile de fermer les yeux que d'affronter la douleur et la souffrance des autres.

C'est cette négation de la souffrance humaine qui est le plus grand échec moral de notre temps. Au cours des dernières décennies, le monde est resté muet pendant que se perpétuaient un peu partout des crimes contre l'humanité : Cambodge, Timor oriental, Congo, Birmanie, Rwanda, Soudan, Guatemala. Devant ces atrocités, plusieurs d'entre nous – la mort dans l'âme – ont ressenti de l'impuissance, l'impression qu'on ne pouvait rien faire.

Mais nous pouvons faire quelque chose. Des millions de personnes plaident pour la paix et la justice, chez elles et ailleurs dans le monde. Elles refusent de rester muettes devant les crimes commis à leur endroit, et contre les autres. Elles affirment que nous avons tous le devoir de protester quand des vies humaines sont en danger. Même si c'est parfois à retardement, le monde réagit à ces appels à la justice et les choses progressent.

Au Cambodge, on a amorcé en novembre dernier les premiers procès des responsables des pogroms qui ont tué près du quart de la population du pays. Les coupables de ces crimes sont enfin traduits en justice.

Les femmes violentées lors des conflits armés au Pérou, en Colombie, au Guatemala et ailleurs se lèvent et exigent que l'on admette publiquement ces crimes. Les gouvernements reconnaissent maintenant cette violence et mettent en place des mesures de réparation.

En Birmanie, le soulèvement mené par les moines et les religieuses en septembre dernier a été brutalement

la justice et la paix

écrasé par une junte militaire sans pitié. Devant les tollés, le gouvernement canadien a imposé au régime birman tout un ensemble de sanctions commerciales et économiques.

Au milieu d'un carnage effrayant au Soudan, des organisations de femmes travaillent avec celles qui ont été victimisées, et participent à des processus politiques visant à définir une forme de paix et de réconciliation propre à défendre et promouvoir les droits des femmes.

Dans toutes ces situations, il y a des progrès parce que des gens ont choisi de participer à la lutte pour la justice sociale. Des personnes exigent la fin de la violence et insistent pour que les gouvernements rendent des comptes. Elles protestent parce qu'elles savent que l'injustice commise quelque part met la justice en péril partout ailleurs. Elie Wiesel a déclaré : « Ce dont les victimes ont le plus besoin, c'est de savoir qu'elles ne sont pas seules... que si on les bâillonne, elles pourront emprunter notre voix. Parce que si leur liberté dépend de notre voix, la qualité de notre liberté dépend de la leur. »

Partout dans le monde, Inter Pares travaille avec des activistes et des groupes citoyens qui œuvrent pour la justice. Cela inclut des militantes et des militants des droits de la personne qui ont entrepris la tâche souvent dangereuse de documenter et dévoiler des crimes contre l'humanité. Cela inclut des organisations de défense des droits des femmes qui appuient les femmes violentées lors des conflits armés et réclament justice pour elles. Cela inclut celles et ceux qui appuient les revendications territoriales des peuples autochtones afin que leurs communautés redeviennent autosuffisantes et productives. Cela inclut des organisations vouées à la recherche et à l'éducation, qui contestent le dogme selon lequel il n'y a pas de solution de rechange à l'ordre mondial actuel. Ce sont ces innombrables gestes pour la paix et la justice qui ébranlent les forteresses de l'oppression.

Inter Pares et ses homologues font partie d'un réseau de solidarité pour une cause commune où le courage et l'audace des uns résonnent chez tous les autres. Nos partisans et nos partisans font aussi partie de ce réseau : ils décident de s'engager plutôt que de fermer les yeux, ils optent pour l'espoir plutôt que la neutralité et le silence. C'est l'action obstinée et commune qui fait vivre nos rêves et permet de réaliser nos espoirs.



Inter Pares collabore avec des organisations vouées au changement social partout dans le monde. Nous nous efforçons d'établir des rapports durables autour d'une cause commune, où les personnes travaillent ensemble à surmonter l'inégalité, la violence et l'injustice, conscientes que le succès des uns est tributaire du succès de toutes et tous. Nous considérons ces collaborations comme des conspirations – non seulement selon la définition courante du terme, entente en vue d'un but commun, mais aussi selon ses racines latines, respirer ensemble. Mais nos conspirations n'ont rien de secret : elles mobilisent un nombre croissant de personnes autour de la lutte pour la justice.

Nous présentons ici quelques-unes des conspirations d'Inter Pares et leur évolution dans le temps.

mobiliser Les ressources

Mobiliser les ressources pour soutenir la justice sociale fait partie intégrante du travail d'Inter Pares. L'expérience nous a appris que de petites sommes d'argent, utilisées de façon stratégique et à bon escient, peuvent aider les gens à renforcer leurs organisations et appuyer des projets novateurs menant au changement.

En recueillant des fonds au sein de la population pour soutenir la justice sociale partout dans le monde, Inter Pares donne aux Canadiennes et aux Canadiens l'occasion de faire cause commune avec des gens qui contribuent à changer les choses pour le mieux. Par leurs dons, nos partisans et nos partisanes contribuent à des interventions dynamiques et vitales dans un éventail de lieux et de circonstances, et ils envoient un message d'appui moral à des collègues d'autres pays, leur confirmant que la population du Canada est solidaire de leurs luttes.

L'argent que la population canadienne verse à Inter Pares permet aussi à l'organisation d'obtenir des fonds de fondations privées et d'organismes gouvernementaux, notamment l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). En plus de multiplier les sommes que nous versons à des organisations pour le changement social, l'appui gouvernemental renforce notre travail en matière de politiques. Nous abordons avec des responsables des politiques des enjeux qui nous concernent toutes et tous – égalité des sexes, droits de la personne, responsabilité envers l'environnement, justice économique, développement démocratique – et plaidons pour le changement des politiques nationales ayant un impact sur la vie des gens d'ailleurs. Inter Pares aide aussi ses homologues à diversifier leurs sources de financement en leur présentant des collaborateurs potentiels, ce qui contribue à élargir les réseaux d'appui politique et financier de leurs programmes.

C'est ainsi que se multiplient les dons des partisanes et des partisans d'Inter Pares, et que nous pouvons exercer un impact profond et durable au-delà des frontières d'une communauté ou d'un pays.

apprendre ensemble

Le dialogue est un outil et une pratique indispensable pour lutter contre l'injustice et l'indifférence. Inter Pares offre aux gens des occasions de partager leurs compétences et leurs apprentissages en rapport avec des questions qui nous concernent toutes et tous. Par le truchement de tables rondes, de cercles d'apprentissage, d'échanges entre homologues et de dialogues communautaires, nous favorisons la création du savoir collectif, l'apprentissage à partir des échecs et réussites de chacune et chacun, et l'appui mutuel en vue de relever des défis communs.

En septembre 2007, Inter Pares a réuni quinze militantes des droits des femmes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine afin d'amorcer avec des organisations de femmes, des militantes, des chercheuses et des responsables des politiques du Canada un dialogue sur la violence sexuelle envers les femmes dans les conflits armés. Les participantes ont comparé les diverses manifestations de la violence sexuelle envers les femmes, et les stratégies utilisées pour contrer à la fois la violence vécue pendant le conflit et celle qui perdure en temps de paix. Tout en admettant travailler dans des contextes fort différents, les participantes ont constaté que leurs luttes avaient des éléments communs. Elles ont convenu qu'il fallait contester la militarisation pour mettre fin à la violence envers les femmes. Comme l'a déclaré l'une d'entre elles, « Finalement, nous sommes toutes à bord du même avion. Certaines sont en première classe, avec un peu plus d'espace pour agir, mais nous volons toutes vers la même destination. »

Aussi en 2007, Inter Pares a facilité un échange entre la Coalition pour la préservation du patrimoine génétique africain (COPAGEN) et le Réseau canadien d'action sur les biotechnologies (RCAB), deux réseaux de militants qui défendent le droit des communautés agricoles et celui des citoyennes et citoyens de choisir le type d'aliments qu'ils veulent produire et la façon de les produire. Un point de convergence était le désir d'inscrire la souveraineté alimentaire et le rôle du Canada en matière agricole parmi les priorités du Canada, à la fois dans les politiques nationales et la politique étrangère du pays. COPAGEN a bâti et appuyé un mouvement de plus en plus important pour la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest. Les connaissances acquises à cette rencontre constituent une étape marquante dans l'établissement de rapports de soutien mutuel et de collaboration entre agricultrices et agriculteurs du Canada et d'Afrique de l'Ouest.



conspirer pour le

mobiliser un nombre croissant

créer des espaces pour la dissidence

Les personnes ont plus de courage pour protester et résister quand elles s'unissent pour créer un espace favorable à la discussion et au débat. Une partie intégrante du travail d'Inter Pares est d'encourager et soutenir celles et ceux qui osent protester contre l'injustice dans le monde, y compris au Canada.

Le travail de Likhaan, une organisation de Manille vouée à la santé des femmes, illustre ce qu'il faut de courage pour s'unir et passer à l'action quand il y a peu de place pour le faire. Aux Philippines, le conservatisme croissant du gouvernement au pouvoir et de l'Église catholique a réduit les possibilités pour le mouvement des femmes de s'exprimer sur les enjeux relatifs à la santé génésique et aux choix en matière de reproduction. Malgré les difficultés, Likhaan offre aux femmes des quartiers marginalisés des services de santé de grande qualité, notamment en matière de contraception et de soins pré et postnataux. À l'échelle internationale, Likhaan fait partie d'un solide mouvement de solidarité qui plaide pour la liberté en matière de reproduction et pour l'universalité des soins de santé.

En 2007, le *Gender Centre for Research and Training* (GCRT) a célébré ses dix ans de lutte pour les droits des femmes et l'égalité des sexes au Soudan. Dans le contexte d'un régime militaire intégriste, nos collègues du GCRT ont stimulé le débat sur la façon dont on traite les femmes au Soudan, en documentant et en dévoilant des réalités autrement niées ou ignorées. Le GCRT a lancé un projet de recherche en vue de documenter les expériences vécues par les femmes en matière de violence familiale et exposer la banalisation de la violence contre les femmes.

Au Canada, la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC) a contribué à attirer l'attention sur des questions telles que la création d'une liste canadienne d'interdiction de vol, la législation relative aux certificats de sécurité et la tendance croissante à criminaliser la solidarité. La CSILC a aussi participé comme témoin à l'enquête Iacobucci, mise sur pied en 2007 en vue d'étudier le rôle de représentants du Canada dans le partage d'information, la détention et la torture des Canadiens Abdullah Almalki, Ahmed El-Maati et Muayyed Nureddin. À titre de membre active et cofondatrice de la CSILC, Inter Pares a appuyé ses efforts en vue de protéger les libertés individuelles, les valeurs démocratiques et les libertés civiles au Canada.

travailler en solidarité

La solidarité internationale envoie aux personnes qui luttent pour réaliser leurs rêves le message qu'elles ne sont pas seules. En témoignant de ce qui se passe ailleurs, nous pouvons sensibiliser les gens et les inciter à intervenir. Inter Pares prend fait et cause pour des communautés d'ailleurs qui oeuvrent au changement. Nous misons sur notre situation d'alliés canadiens pour mobiliser des ressources politiques et financières propres à appuyer leurs efforts.

Citons par exemple la façon dont nous avons soutenu le combat des Birmanes et des Birmans pour la démocratie et la justice. En collaboration avec des organisations établies à la frontière de la Birmanie, dont le *Burma Relief Centre* et le *Thailand Burma Border Consortium*, nous avons procuré nourriture, abri et services de santé à des personnes réfugiées vivant en Thaïlande, renforcé les médias locaux indépendants, et offert de l'information à des instances nationales et internationales telles que les organisations de défense des droits de la personne et les Nations Unies. Ce travail outre-mer oriente les efforts que nous réalisons au Canada sur le plan de l'éducation, de la mise sur pied de coalitions et du plaidoyer.

Le *Karen Human Rights Group* (KHRG) est une petite organisation dotée d'un réseau de chercheurs établi en Birmanie qui documente les violations des droits de la personne commises dans l'État Karen. Souvent dangereux, ce travail permet de recueillir et faire connaître les points de vue et expériences des personnes qui vivent dans les villages, et de soutenir leurs stratégies en vue de défendre leurs droits. En coalition avec d'autres organisations non-gouvernementales (ONG) et groupes de solidarité du Canada, Inter Pares tient la population canadienne et le gouvernement du Canada au courant de la situation des droits de la personne en Birmanie par l'entremise de rapports comme ceux que prépare le KHRG.

La *révolution safran* menée par les moines et les religieuses en septembre dernier a attiré plus que jamais l'attention mondiale sur ce peuple assiégé. En solidarité avec le peuple birman, les Amis canadiens de la Birmanie (CFOB) ont aidé à organiser une journée mondiale d'action le 6 octobre, en vue de sensibiliser les gens et presser les dirigeants de la planète à prendre des mesures concrètes. CFOB a aussi joué un rôle déterminant dans la formation des Amis parlementaires de la Birmanie, un groupe qui compte maintenant trente-six députés et sénateurs de toutes allégeances politiques au Canada. Tout au long de 2007, CFOB a tenu ce groupe au courant et fait la promotion d'une politique étrangère progressiste du Canada envers la Birmanie. En novembre 2007, ces efforts ont abouti à l'annonce par le Canada de tout un ensemble de sanctions contre le régime militaire.



agir pour Le changement

Partout où il y a des inégalités, il y a des gens qui affirment leur droit et leur devoir d'imaginer et de créer un avenir meilleur. Inter Pares a le privilège de travailler avec plusieurs de ces personnes et leurs organisations, et de les aider à s'unir à d'autres pour passer à l'action afin d'améliorer les choses.

Les organisations de la base, les groupes de femmes et les ONG locales sont des creusets essentiels de l'action et de l'innovation à l'échelle locale. À Managua, au Nicaragua, Inter Pares a soutenu la participation citoyenne au développement municipal. Cela a permis à des organisations communautaires de trois quartiers vulnérables de mettre en œuvre un programme avec la municipalité en vue de remettre à des familles pauvres des titres de propriété en règle sur leur terrain et leur maison. Ces organisations citoyennes ont pu ensuite élaborer et présenter un plan à la municipalité en vue d'approvisionner ces trois communautés en eau potable.

Au Ghana, *Third World Network-Afrique* (TWN-Afrique) a fait du travail d'éducation et de mobilisation auprès des citoyennes et citoyens de pays africains sur l'impact des Accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. Pourtant, même l'évaluation de la Commission européenne démontre que les APE vont miner les efforts des pays africains en vue de développer leur base industrielle, et ébranler les communautés agricoles locales, dont les moyens de subsistance seront menacés par les importations européennes grassement subventionnées. L'*Africa Trade Network*, hébergé par TWN-Afrique, a mené une campagne en vue d'arrêter les APE. Le réseau a rassemblé des citoyennes et des citoyens de toute l'Afrique et de l'Europe afin de protéger les économies locales et exiger des accords commerciaux qui permettent aux pays africains de poursuivre leurs propres stratégies de développement.

À Huancavelica, au Pérou, où bien des communautés essaient encore de se remettre du tremblement de terre dévastateur de l'an dernier, de jeunes autochtones se réunissent sous l'égide du Réseau des animateurs en développement communautaire. Appuyés par *Project Counselling Service* (PCS), plusieurs de ses membres sont diplômés du programme élaboré par PCS à l'intention des jeunes leaders, en collaboration avec l'Université nationale de San Marcos et l'Université de Huancavelica. Les membres du réseau travaillent dans les régions le plus durement touchées par le tremblement de terre afin d'aider à l'évaluation des dommages et à la reconstruction. Par l'entremise d'émissions de radio et de télé qu'ils ont eux-mêmes préparées et produites, les jeunes s'informent et informent la population sur des questions telles que les droits de la personne et l'exercice de la citoyenneté, la transparence dans l'administration des budgets locaux et la bonne gouvernance.

transformer l'aide

Inter Pares a souvent choisi de travailler au sein de vastes coalitions d'organisations qui partagent son engagement envers la coopération internationale et la justice sociale. Ces coalitions nous permettent d'unir nos forces afin d'accroître notre impact. Nous cherchons aussi à influencer sur les conditions dans lesquelles se fait la coopération internationale et insuffler plus d'équité et de respect mutuel dans les rapports Nord-Sud.

En Afrique, nous avons travaillé par l'entremise de l'Association de coopération et de recherche pour le développement (ACORD) et avec *Project Counselling Service* (PCS) en Amérique latine. Ces coalitions d'ONG de développement ont été mises sur pied à la fin des années 1970 pour mettre en commun leurs ressources financières, partager les apprentissages et réaliser des programmes. Elles se sont efforcées d'intervenir dans des endroits où les organisations locales étaient inexistantes, ou avaient besoin d'un appui extérieur durable en raison de l'isolement géographique, d'une guerre ou d'un conflit, ou de violations importantes des droits de la personne.

Inter Pares a participé activement aux structures de gouvernance d'ACORD et de PCS, et fourni un appui financier, politique et technique à leurs programmes dans plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique latine. Au fil des années, les deux organisations se sont fait connaître pour leur action courageuse et efficace pour des besoins et aspirations des membres les plus marginalisés et les plus défavorisés des sociétés où elles oeuvraient.

Vers la fin des années 1990, il est cependant devenu clair que *travailler pour le changement* supposait de changer la façon de travailler. Reconnaisant l'évolution des organisations et leur besoin d'autonomie accru, ACORD et PCS ont amorcé un processus de transformation organisationnelle en vue de transférer la responsabilité de la gouvernance au Sud, pour devenir plus efficaces et plus pertinentes dans l'environnement en évolution de la coopération au développement.

Le personnel d'Inter Pares a participé activement aux deux processus de changement institutionnel, partageant les leçons tirées de notre expérience et relevant les défis alors que nous tentions ensemble de rebâtir des organisations capables de miser sur les succès du passé, tout en disposant des ressources et de l'appui politique requis pour aller de l'avant en toute confiance et de façon indépendante. ACORD et PCS disposent maintenant de structures de gestion et de prise de décision fondées sur le savoir et la direction du milieu et qui contribuent à leur renforcement.



Rapport des vérificateurs aux membres d'Inter Pares

Nous avons vérifié l'état de la situation financière d'Inter Pares au 31 décembre 2007 et l'état des revenus et dépenses ainsi que l'évolution des soldes de fonds au cours de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisme. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes canadiennes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 décembre 2007 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ottawa (Ontario)
le 22 février 2008

Ouseley Hanvey Clipsham Deep LLP
Comptables publics enregistrés

État de la situation financière au 31 décembre 2007

	2007	2006
ACTIF		
COURANT		
Encaisse	1 322 302 \$	812 309 \$
Comptes à recevoir	78 144	54 601
Avances de programme (note 3)	1 170 535	723 297
	2 570 981	1 590 207
INVESTISSEMENTS (note 1)	1 142 187	704 531
IMMOBILISATIONS (note 2)	721 375	730 585
	4 434 543 \$	3 025 323 \$
PASSIF		
COURANT		
Comptes à payer	51 207 \$	56 485 \$
Hypothèque courante (note 4)	—	150 859
Revenu reporté (note 3)	1 859 047	890 422
	1 910 254	1 097 766
RÉGIME DE RETRAITE ET D'INDEMNITÉ DE DÉPART	90 024	84 191
	2 000 278	1 181 957
ACTIFS NETS		
Excédent accumulé	11 824	72 462
Actifs nets immobilisés	721 375	579 726
Fonds de legs (note 5)	719 225	556 545
Fonds de prévoyance (note 6)	750 000	419 601
Fonds de dotation (note 7)	231 841	215 032
	2 434 265	1 843 366
	4 434 543 \$	3 025 323 \$

État de l'évolution des soldes de fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007

	Excédent Accumulé	Actifs Net Immobilisés	Fonds de Legs	Fonds de Prévoyance	Fonds de Dotation	2007 Total	2006 Total
SOLDES DE FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	72 462 \$	579 726 \$	556 545 \$	419 601 \$	215 032 \$	1 843 366 \$	1 471 736 \$
Revenu net pour l'exercice	206 011	—	355 296	12 783	16 809	590 899	371 630
Acquisition d'immobilisations	(25 662)	25 662	—	—	—	—	—
Amortissement	34 872	(34 872)	—	—	—	—	—
Remboursement du capital de l'hypothèque	(150 859)	150 859	—	—	—	—	—
Transferts entre fonds (notes 5 et 6)	(125 000)	—	(192 616)	317 616	—	—	—
SOLDES DE FONDS, FIN DE L'EXERCICE	11 824 \$	721 375 \$	719 225 \$	750 000 \$	231 841 \$	2 434 265 \$	1 843 366 \$

État des revenus et dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007

	Opérations Générales	Fonds de Legs	Fonds de Prévoyance	Fonds de Dotation	2007 Total	2006 Total
REVENUS						
Dons	1 670 590 \$	335 024 \$	— \$	5 500 \$	2 011 114 \$	1 508 764 \$
ACDI - projets PSV	1 531 927	—	—	—	1 531 927	1 853 207
ACDI - Autres projets	3 048 406	—	—	—	3 048 406	3 383 011
Contributions générées par les projets	189 757	—	—	—	189 757	248 666
Intérêts et divers	79 009	20 272	12 783	11 309	123 373	41 890
	6 519 689	355 296	12 783	16 809	6 904 577	7 035 538
DÉPENSES						
Programmation						
Projets	4 753 436	—	—	—	4 753 436	5 166 306
Fonctionnement	936 161	—	—	—	936 161	924 470
	5 689 597	—	—	—	5 689 597	6 090 776
Administration	298 069	—	—	—	298 069	282 687
Dépenses de collecte de fonds	326 012	—	—	—	326 012	290 445
	6 313 678	—	—	—	6 313 678	6 663 908
EXCÉDENT DE REVENUS SUR LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE	206 011 \$	355 296 \$	12 783 \$	16 809 \$	590 899 \$	371 630 \$

Notes complémentaires aux états financiers 31 décembre 2007

1. CONVENTIONS COMPTABLES

(a) **But de l'organisme** : Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Inter Pares est incorporée sans capital suivant l'article II de la Loi canadienne des corporations. La corporation est un organisme de bienfaisance selon l'article 149(1)(c) de la Loi de l'impôt sur le revenu et n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

(b) **Méthode de comptabilisation** : Inter Pares utilise la méthode différée de comptabilisation des contributions. Les contributions sujettes à restriction sont considérées comme recettes pour l'année au cours de laquelle les dépenses reliées surviennent. Les fonds reçus de l'ACDI pour les programmes étrangers sont enregistrés comme avances de programme quand ils sont envoyés à l'étranger, et sont enregistrés par la suite comme dépenses quand les montants sont dépensés par les partenaires étrangers. Les dons sont enregistrés comme recette dès réception.

(c) **Investissements** : Les investissements comprennent des bons du gouvernement, des obligations et des prêts. À compter du 1^{er} janvier 2007, l'organisme a adopté de nouvelles provisions relativement à la reconnaissance et à la mesure des instruments financiers. Les placements sont classés comme étant détenus jusqu'à maturité et sont comptabilisés selon la fraction non amortie du coût.

(d) **L'amortissement** : Les actifs immobilisés sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. L'équipement de bureau est amorti de manière linéaire sur une période de 5 ans. L'équipement informatique est amorti à un taux de 50% durant la première année et de 25% durant les deux années suivantes. L'immeuble est amorti de manière linéaire sur une période de 40 ans.

(e) **Utilisation d'estimations** : La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui auront une influence sur les montants déclarés d'actif et de passif, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants déclarés de produits et charges pour la période. Les résultats réels pourraient s'éloigner de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des rajustements sont nécessaires, ceux-ci sont inscrits aux états financiers dans la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

(f) **Instruments financiers** : Les instruments financiers d'Inter Pares consistent en encaisse, comptes à recevoir, investissements, créditeurs et charges à payer, et régime de retraite et d'indemnité de départ. Sauf indication contraire, c'est l'opinion de la direction que Inter Pares n'est pas exposée à des risques significatifs de l'intérêt, de la monnaie, ou de crédit résultant de ces instruments financiers.

2. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement Accumulé	2007 Net	2006 Net
Terrain	200 000 \$	— \$	200 000 \$	200 000 \$
Immeuble	582 230	81 250	500 980	515 730
Équipement de bureau et matériel informatique	128 824	108 429	20 395	14 855
	911 054 \$	189 679 \$	721 375 \$	730 585 \$

L'amortissement pour les actifs immobilisés s'élève à 34 872\$ (2006 – 32 579\$).

3. **AVANCES DE PROGRAMME ET REVENU REPORTÉ** : Les avances de programme peuvent varier significativement d'année en année selon la date où les fonds sont envoyés à l'étranger et la réception du rapport des partenaires étrangers. Le revenu reporté consiste principalement de revenu apparenté aux avances de programme étranger non dépensées.

4. L'HYPOTHÈQUE

	2007	2006
Banque Royale du Canada – hypothèque payable mensuellement (3 945\$ qui comprend des intérêts de 7.75%) et qui vient à l'échéance le 1 juillet 2007, garantie par 221 av. Laurier Est	— \$	150 859 \$
Moins l'hypothèque courante	—	150 859
	— \$	— \$

5. **FONDS DE LEGS** : Pendant l'année 2004 Inter Pares a décidé d'établir un fonds de legs. Les legs reçus sont enregistrés comme revenu dans ce fonds. Pendant l'année 192 616\$ (2006 – nul\$) a été transféré au fonds de prévoyance.

6. **FONDS DE PRÉVOYANCE** : Inter Pares maintient un fonds de prévoyance sans restriction afin de remplir ses obligations dans l'éventualité de changements inattendus dans ses sources de financement extérieures. Pendant l'année, 125 000\$ (2006 – 100 000\$) a été transféré de l'excédent accumulé au fonds de prévoyance.

7. **FONDS DE DOTATION** : Le Fonds Margaret Fleming McKay reçoit des dons dont le capital est investi et inaliénable pour un minimum de dix ans. En plus de ces dons extérieurs restreints, le fonds de dotations contient des transferts d'Inter Pares qui sont assujettis aux mêmes restrictions. À la fin de l'année, le fonds de dotation incluait 82 100\$ (2006 – 76 600\$) composé de dons restreints à l'externe.